



Vers une électricité sans carbone et sans déchets radioactifs

Les élus de la Ville de Zurich souhaitent inscrire au règlement communal les objectifs de réduire la consommation d'électricité à 2000 watts de puissance continue par habitant, la production de dioxyde de carbone (CO₂) à une tonne par habitant par an d'ici 2050 et la sortie du nucléaire. A cette fin, les édiles zurichois misent sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Ils soumettront ce changement au vote de leurs administrés le 30 novembre 2008.

Deux logiques opposées

Voilà un pouvoir accordé aux collectivités territoriales qui a de quoi faire rêver bien des Français. Il n'en reste pas moins que, fondamentalement, les deux mêmes logiques s'opposent en France et en Suisse, comme partout ailleurs dans le monde industrialisé, pour y définir la politique énergétique.

Ces deux logiques ont chacune le même point de départ : si on laisse la consommation d'électricité croître comme elle le fait depuis des années sans augmenter les capacités de production, on court droit vers la panne. Dès lors, que faut-il faire pour éviter ce scénario : faut-il augmenter les capacités de production ou abaisser la consommation d'électricité ?

Les deux logiques en conflit se séparent dans la réponse qu'elles donnent à cette question. La première option – aujourd'hui largement dominante – prétend illusoire de freiner la demande et préconise de produire toujours plus d'électricité, quelles que soient les conséquences pour le climat et la stabilité du monde. Cette voie privilégie les grosses centrales, nucléaires ou thermiques, à gaz ou au charbon. Elle ne néglige pas les énergies renouvelables, mais uniquement comme appoint.

L'idéal pour les électriciens, dans cette optique, est de miser en même temps sur

plusieurs options, même si cela impose de franchir les frontières. EDF, par exemple, qui casserait son image en exploitant de nouvelles centrales à charbon en France, participe à leur construction en Chine. De même, les Forces motrices bernoises envisagent de construire des centrales nucléaires en Suisse, mais pour le charbon, cherchent à s'implanter en Allemagne.

L'obstacle des lobbies

La seconde grande option – diminuer ou, du moins, maîtriser la consommation d'électricité – implique de trouver le moyen de briser la dynamique du toujours plus afin de permettre aux énergies renouvelables, souvent indigènes, de répondre en proportion croissante à la demande totale en énergie, et d'occuper ainsi une place de plus en plus significative dans le paysage énergétique global.

La voie, ici, n'est bien sûr pas que technique. Elle passe par l'établissement de nouvelles règles du jeu pour organiser le marché de l'énergie. Utopie ? Pas lorsqu'on considère la formidable marge de manœuvre liée à l'insondable gâchis sur lequel le système actuel repose. Et pas lorsqu'on comprend qu'une politique de promotion des économies d'énergie est à même de dynamiser l'économie et l'emploi sur les territoires en distribuant mieux les richesses.

Une telle politique aura un autre immense mérite : elle réduira le poids des lobbies néfastes qui torpillent les mesures progressistes à Bruxelles et à Washington en matière d'émissions de CO₂. L'Institut pour la recherche en politiques publiques, basé au Royaume-Uni, l'a bien compris : il demande un moratoire européen sur tout nouvel investissement jusqu'en 2010, de façon à pouvoir revoir le système européen des quotas d'émissions qui démarrera en 2013 sans avoir à subir la pression de ces lobbies.

Le plus grand obstacle à l'instauration de nouvelles règles du jeu est bien là : elles changeront les gagnants

et les perdants. Aujourd'hui, les gagnants sont ceux qui vendent le plus possible d'électricité. Et dans un marché libéralisé, plus ils sont gros, plus ils peuvent jouer sur leurs tarifs pour écraser leurs concurrents. D'où l'importance pour eux de produire le plus possible, peu importe, en fait, à partir de quel combustible.

Les gagnants de l'option alternative ont beau être plus nombreux – ce sont les populations dans leur ensemble, y compris les générations futures –, ils ne le savent souvent pas ou ne sont pas encore en mesure de défendre leurs intérêts.

Un monde plus intelligent

Les avantages associés à une baisse de la consommation d'énergie sont légion, mais le principal est certainement celui-ci, qui n'a pas de prix : une moindre dépendance à l'égard de ressources énergétiques qui mettent le monde sous tension permanente.

L'enjeu, faut-il le rappeler, n'est pas que climatique et économique. Ce n'est pas une erreur si le Giec et Al Gore ont reçu le Prix Nobel de la paix en 2007. Et ce n'est pas pour rien que le Pentagone s'intéresse aux conséquences de l'arrêt du Gulf Stream. Les émissions de gaz à effet de serre – de même, bien sûr, que la prolifération nucléaire – posent de gigantesques problèmes de sécurité à l'échelle du monde.

Les électriciens qui choisissent les énergies fossiles et fissile enfoncent nos sociétés dans des voies sans espoir. Dire non à leur choix ne revient pas à s'opposer à tout. Au contraire, cela revient à donner aux parents l'espoir que leurs bambins n'auront pas pour seule tâche, une fois adultes et aux affaires, de gérer une crise pire que toutes celles que les témoins du XX^e ont dû supporter.

Dire non au toujours plus, c'est dire oui à un monde plus intelligent à tous points de vue. ■

